

92 OPINION

GROUPE PC

Des propositions concrètes pour donner une chance à tous



CG 92

Catherine MARGATÉ
Présidente du groupe communiste
Maire de Malakoff

Ce numéro du mois de décembre est consacré à un dossier intitulé « Donner une chance à tous ».

Ce slogan est loin d'être une réalité dans les Hauts-de-Seine.

Depuis des années, le groupe communiste ne cesse de dénoncer la politique ségrégative, sociale et territoriale menée dans notre département.

Les événements de ces dernières semaines, les mobilisations citoyennes positives qui s'en sont suivies, montrent qu'il est grand temps que des mesures soient prises pour s'attaquer au cœur même des inégalités, du chômage, des discriminations, des humiliations et de la pauvreté qui seront, seules, de nature à sortir de l'impasse de nombreux jeunes, de nombreuses familles.

Le conseil général doit prendre ses responsabilités. Pour leur part les élus communistes demandent la mise en œuvre

effective des mesures suivantes :

- abonder les crédits de fonctionnement dans tous les établissements classés en ZEP ou en REP

- desserrer les effectifs avec des collègues ne dépassant pas 600 élèves

- créer une bourse « collégiens » de 150 euros pour que les familles notamment les plus défavorisées puissent faire face au coût toujours très élevé de la rentrée scolaire

- rétablir les bourses pour les lycéens et étudiants qui au regard des attributions passées montrent qu'elles concernent les jeunes qui en avaient le plus besoin

- exiger des 17 communes de notre département, toutes dirigées par la droite, de respecter la loi SRU en portant à 20 % le nombre de logements sociaux dans ces villes

- arrêter la vente du patrimoine de

l'OPHDLM qui réduira le nombre de logements sociaux alors qu'il en manque tant

- Répondre aux demandes des villes et des associations en postes d'éducateurs de prévention

- conditionner les fonds publics du Conseil général aux entreprises à celles menant des politiques non discriminatoires à l'embauche, aux stages de formation et au maintien et au développement de l'emploi

- agir contre la dégradation et le démantèlement des services publics dans les Hauts-de-Seine, la Poste, les centres de sécurité sociale, de l'EDF

Enfin, le groupe communiste souhaite que les discussions et le travail en commun des élus engagés, à l'occasion de la révision du SDRIF aient pour but principal de réduire les inégalités qui s'accroissent, comme le montrent toutes les études menées en Île-de-France y compris dans notre département.

92 OPINION

GROUPE PS

Dans le 9-2, écoutons les jeunes, ils ont beaucoup de choses à nous dire !



CG 92

Gilles CATOIRE
Conseiller général
Maire de Clichy-La Garenne

Le retour à une police de proximité présente dans les quartiers, à l'écoute des habitants et rencontrant les jeunes dans les écoles, les collèges, dans un respect réciproque avec les jeunes, est une condition incontournable du retour à la sécurité dans nos villes. Il faut donner aux jeunes toutes les possibilités, sans aucune discrimination, de réussir dans leurs études et d'accéder à l'emploi auquel leur citoyenneté française leur donne droit.

Il faut également que la France comble son retard sur d'autres pays européens comme la Belgique en reconnaissant à leurs parents le droit de voter et de participer à la vie publique.

La transformation des quartiers d'habitat social comme l'éradication du loge-

ment indigne dans les quartiers plus anciens passe par un effort budgétaire supplémentaire en faveur de l'Agence nationale de rénovation urbaine qui doit couvrir l'ensemble des sites concernés et pas seulement ceux où des voitures ont brûlé. Pour y parvenir l'État, le Conseil régional d'Île-de-France et le Conseil général des Hauts-de-Seine doivent tous tirer dans le même sens en participant au financement de structures de pilotage placées sous la responsabilité des maires qui ont montré sur le terrain leurs capacités de médiateur.

Le 9-2 doit mobiliser tous ses moyens dans le domaine de l'éducation, des sports, de la jeunesse, de la prévention et du développement économique pour soutenir à fond les jeunes du terrain, porteurs

d'innovations culturelles et sociales.

Pour parler leur langage, ces jeunes veulent que leurs élus « parlent bien » d'eux plutôt que de se voir amalgamés à une toute petite minorité de délinquants qui relèvent pour nous de peines d'intérêt général beaucoup plus formatrices que les murs d'une prison.

Le 9-2 doit mobiliser tous ses partenaires économiques avec les Maisons de l'emploi et les missions locales pour éviter que le feu du désespoir qui couve sous la cendre du libéralisme le plus sauvage n'embrase à nouveau les quartiers où ont été reléguées les victimes de la spéculation foncière. Dans le 9-2, donnons vraiment la parole aux jeunes, ils ont des tas de choses intéressantes à nous dire !

